

Les nantis du Quai d'Orsay et de Bercy

Autant commencer tout de suite ! On pourrait déjà baisser les très hauts salaires des directeurs qui relèvent de la catégorie A+, lesquels gagnent plus que les greffiers ou les huissiers, et certains d'entre eux plus que les ministres.

Ainsi des anciens **trésoriers-payeurs généraux**, qui ont changé de nom et de statut depuis 2009 mais qui, devenus "**directeurs de services fiscaux départementaux**", continuent de gagner entre 15 000 et 20 000 euros par mois dans l'opacité la plus totale.

Ou des anciens **conservateurs des hypothèques** - ils étaient 354 en 2008 -, qui ont également changé de nom et de statut depuis le 1^{er} janvier 2013 à la suite d'une ordonnance de 2010, mais qui continuent de profiter de revenus exorbitants, 115 000 euros par an en moyenne pouvant aller jusqu'à un maximum de 245 000 euros, sans compter les primes, toujours généreuses à Bercy pour ceux qui tiennent les cordons de la bourse. Ce "service des conservations" à lui seul représentait en 2010 un budget de 350 millions d'euros pour un effectif de 4 000 fonctionnaires.

Le 5 septembre 2012, un coup de tonnerre éclate après la décision du nouveau président Hollande de diminuer son salaire de 30 %, le ramenant ainsi de 21 000 à 15 000 euros brut par mois. On apprend grâce à une enquête à Matignon du magazine *Challenges* qu'ils sont maintenant **656 hauts fonctionnaires à gagner plus que le président**, les gros bataillons étant aux **Affaires étrangères (385)** et à **Bercy (193)**. Ainsi, l'ambassadeur à Kaboul est payé 32 000 euros par mois, alors que celui du Togo - un misérable, sans doute - ne reçoit que 10 000 euros.

Autre repaire de nantis :

Bercy donc, où l'on ne s'applique jamais à soi-même les mesures d'économie qu'on veut imposer au privé. **Les responsables des grandes directions des ministères financiers** vont jusqu'à 17 000 euros mensuels, sans compter les primes et certains avantages en nature non fiscalisés, appartement et voiture de fonction par exemple. Le champion toutes catégories confondues est le directeur de la Banque publique d'investissement, Nicolas Dufourcq, qui en est lui à 37 500 euros mensuels.

6 milliards d'économies

L'expert et député de gauche René Dosière estime de son côté que plus de 2 000 fonctionnaires ont des revenus supérieurs à ceux des ministres, c'est-à-dire supérieurs à 120 000 euros par an.

Quant à la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, elle promet le 17 avril dernier dans une déclaration à RMC "d'appeler à un geste de solidarité ceux qui gagnent plus qu'un ministre". Il est même question d'une "cotisation spécifique" qui leur serait appliquée.

Depuis ce jour, plus rien, plus de nouvelles. Lebranchu s'est, semble-t-il, débranchée du dossier...

Le pire de tout : ce dimanche 20 juillet, le *Journal du dimanche* révèle que dans une "note confidentielle" provenant du ministère de cette même Lebranchu, on estime à 6 milliards d'euros les économies qui pourraient être réalisées en cinq ans si l'on "stabilisait" tout simplement les effectifs de la fonction publique territoriale (1,9 million d'agents). Six milliards d'euros, c'est-à-dire, pile poil, la somme qu'Arnaud Montebourg cherche à récupérer sur le dos des professions réglementées du privé qu'il a montrées du doigt l'autre jour. Étant donné les circonstances, il ne peut s'agir que d'une étonnante coïncidence, mais pour une fois profitons-en ! Et si, donc, plutôt que d'aller chercher noise au privé, on travaillait en même temps sur les plus hauts salaires des fonctionnaires et sur le gel des recrutements dans la territoriale ?